

Règlements et autres actes

Gouvernement du Québec

Décret 1168-97, 10 septembre 1997

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10)

Modification à l'annexe VI de la loi

CONCERNANT une modification à l'annexe VI de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 217 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10), l'intérêt payable en vertu de cette loi est celui prévu dans l'annexe VI à l'égard de la période qui y est indiquée;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 220 de cette loi, le gouvernement peut, par décret, modifier les annexes I, II, II.1, II.2, III, III.1 et VI de cette loi et qu'un tel décret peut avoir effet au plus 12 mois avant son adoption;

ATTENDU QUE le gouvernement, par son décret 1154-96 du 18 septembre 1996, a modifié l'annexe VI pour prévoir l'intérêt payable en vertu de cette loi à compter du 1^{er} août 1996;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier l'annexe VI afin de prévoir l'intérêt payable en vertu de cette loi à compter du 1^{er} août 1997;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor:

QUE la modification à l'annexe VI de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, ci-annexée, soit adoptée.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

Modification à l'annexe VI de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10, a. 220)

1. L'annexe VI de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10), modifiée par le décret 1154-96 du 18 septembre 1996, est de nouveau modifiée:

1^o par le remplacement, dans la dernière ligne, des mots «à compter du 1^{er} août 1996» par ce qui suit: «1^{er} août 1996 au 31 juillet 1997»;

2^o par l'addition, à la fin, de ce qui suit: «12,15 % à compter du 1^{er} août 1997».

2. Le présent décret a effet depuis le 1^{er} août 1997.

28573

Gouvernement du Québec

Décret 1183-97, 10 septembre 1997

Loi favorisant l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises (L.R.Q., c. A-33.01)

Augmentation du capital des petites et moyennes entreprises — Modifications

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises

ATTENDU QU'en vertu de l'article 20 de la Loi favorisant l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises (L.R.Q., c. A-33.01), le gouvernement peut édicter des règlements concernant l'application de cette loi;

ATTENDU QUE le Règlement sur l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises a été édicté par le décret 1147-92 du 5 août 1992;

ATTENDU QUE la Loi concernant l'harmonisation au Code civil du Québec de certaines dispositions législatives d'ordre fiscal (1997, c. 3) est en vigueur;

ATTENDU QUE cette loi modifie notamment la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3) afin d'y apporter, entre autres, des modifications à caractère terminologique qui découlent de l'adoption du Code civil du Québec;

ATTENDU QUE certaines dispositions du Règlement sur l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises font référence à la Loi sur les impôts;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement afin d'y apporter les modifications de concordance avec la Loi sur les impôts;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 12 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), un projet de règlement peut être édicté sans avoir fait l'objet de la publication préalable prévue à l'article 8 de cette loi, lorsque l'autorité qui l'édicte est d'avis que la nature fiscale des normes qui y sont établies, modifiées ou abrogées le justifie;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 18 de la Loi sur les règlements, un règlement peut entrer en vigueur dès la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*, lorsque l'autorité qui l'édicte est d'avis que la nature fiscale des normes qui y sont établies, modifiées ou abrogées le justifie;

ATTENDU QUE de l'avis du gouvernement, le Règlement sur l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises est de nature fiscale;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre d'État de l'Économie et des Finances et ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie:

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises, annexé au présent décret, soit édicté.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

Règlement modifiant le Règlement sur l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises*

Loi favorisant l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises
(L.R.Q., c. A-33.01, a. 20)

1. L'article 1 du Règlement sur l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises est modifié, dans le texte français:

1° par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

« 2° l'expression « corporation associée » désigne une « société associée » selon le sens que lui donnent les articles 21.20 à 21.25 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3); »;

2° par l'addition, à la fin du paragraphe 7°, de ce qui suit:

« Aux fins de la Loi sur les impôts, l'expression « corporation liée » désigne une « société liée »; »;

3° par le remplacement, au paragraphe 9°, du mot « corporation » par le mot « société », partout où il se trouve.

2. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

28571

Gouvernement du Québec

Décret 1184-97, 10 septembre 1997

Loi sur les sociétés de placements
dans l'entreprise québécoise
(L.R.Q., c. S-29.1)

Sociétés de placements dans l'entreprise québécoise — Modifications

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise

ATTENDU QU'en vertu de l'article 16 de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise

* La dernière modification au Règlement sur l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises, édicté par le décret 1147-92 du 5 août 1992 (1992, G.O. 2, 5584), a été apportée par le règlement édicté par le décret 1261-94 du 17 août 1994 (1994, G.O. 2, 5367). Pour les modifications antérieures, voir le « Tableau des modifications et Index sommaire », Éditeur officiel du Québec, 1997, à jour le 1^{er} mars 1997.